

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
65 Boulevard François Mitterrand
63033 CLERMONT-FERRAND

CLERMONT-FERRAND, le 04/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



MANUF FRANC PNEUMATIQ MICHELIN

Place des Carmes-Déchaux
CEDEX9
63000 Clermont-Ferrand

Références : 20220926-RAP-63-1099_INS-AN_foudre-MFPM_GRV
Code AIOT : 0005600335

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement MANUF FRANC PNEUMATIQ MICHELIN implanté RUE Roland MORENO ZI les Gravanches 63000 CLERMONT FERRAND. L'inspection a été annoncée le 30/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisé dans le cadre d'une action régionale spécifique relative à la protection des installations contre le risque foudre et la protection des installations électriques contre le risque incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MANUF FRANC PNEUMATIQ MICHELIN
- RUE Roland MORENO ZI les Gravanches 63000 CLERMONT FERRAND
- Code AIOT : 0005600335
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le site GRAVANCHES MICHELIN, construit en 2001, est spécialisé dans la fabrication de pneumatiques haute performance (véhicules légers, camionnettes et motos GP).

Le site est composé de trois parties principales : préparation / fabrication / vérification-maintenance.

Le site produit environ 5000 pneumatiques par jour.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention du risque foudre
- Prévention du risque incendie dans les installations électriques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations des protections : Vérification complète et visuelle	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
2	Agressions par la foudre : enregistrement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
3	Analyse Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
4	Évaluation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	/	Sans objet
5	Étude technique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
6	Notice de vérification	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19	/	Sans objet
7	Installation des dispositifs de protection	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20	/	Sans objet
8	installations électriques — mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 8.3.3.1 - AP du 11/10/2021	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée sur le site MICHELIN GRAVANCHES sur les thématiques "Prévention du Risque Foudre" et "prévention du risque incendie dans les installations électriques" a montré que l'exploitant avait une bonne connaissance des obligations réglementaires sur les sujets. Aucune non conformité réglementaire n'a été relevée au cours de cette inspection. Deux remarques ont néanmoins été formulées par l'inspection. Elles concernent :

- la réalisation de la mise à jour de l'analyse du risque foudre (ARF) pour intégrer les deux bâtiments nouvellement construits : salle d'exposition/réunion et salle des moules. L'exploitant s'est engagé à réaliser cette mise à jour d'ici la prochaine inspection visuelle de 2023 ;
- la mise en place d'un parafoudre sur le coffret électrique alimentant la centrale électrique. La commande a déjà été passée et l'exploitant s'est engagé à mener les travaux dans les plus brefs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations des protections : Vérification complète et visuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
Constats : Les installations de protection contre la foudre ont fait l'objet d'une vérification complète en 2022. Le rapport de l'organisme compétent (APAVE) du 30/06/2022 indique qu'il convient de procéder au remplacement du parafoudre du coffret électrique alimentant la centrale incendie du site. Cet équipement avait été démantelé. Il est à préciser que ce contrôle est le premier réalisé depuis la création du site. En effet, le site initialement classé à enregistrement est passé à autorisation ICPE en 2021 pour la rubrique 2662.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Agressions par la foudre : enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.
Constats : Le site dispose de deux compteurs foudre installés sur les parafoudres des deux cheminées du site. Ces deux cheminées sont les points les plus hauts du site. Les compteurs indiquent qu'aucun impact foudre n'a été observé sur ces deux installations. En parallèle de ces dispositifs, le site est abonné à une alerte Orages qui l'informe de tous les impacts recensés au sol ou non à proximité du site. Chaque impact est répertorié avec ses coordonnées GPS et ses caractéristiques. Lorsqu'un impact est répertorié au niveau du site, l'équipe en charge de la maintenance électrique réalise une vérification sur site afin d'identifier si les installations ont été impactées. Il est à noter que les impacts foudre recensés sur site n'ont jamais atteints le sol et donc n'ont pas eu d'impacts sur les bâtiments et installations du site. Si tel était le cas, l'exploitant procéderait à une inspection visuelle de ces installations par un organisme compétent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Analyse Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risque
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.
Constats : Une analyse du risque foudre a été réalisée en 2009 (rapport du 22/12/2009).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Évaluation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Risque
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.
Constats : Aucune modification substantielle ou révision de l'étude de dangers n'a été réalisée sur site. Néanmoins deux extensions du site ont été réalisées récemment : une salle d'exposition/réunion et un bâtiment où sont stockés des moules. Ces extensions sont conçues comme les autres bâtiments, qui d'après l'analyse risque foudre, se comportent comme une cage de Faraday. Néanmoins, pour ces deux bâtiments, l'exploitant s'est engagé à mettre à jour l'analyse du risque foudre afin d'intégrer ces derniers. Cette mise à jour sera réalisée avant la prochaine inspection visuelle programmée en 2023.
Observations : Demande n°1 Il est demandé, conformément à l'engagement de l'exploitant, qu'une mise à jour de l'analyse du risque foudre soit réalisée avant la prochaine inspection visuelle de 2023. Si cette étude indique l'intérêt de protéger ces nouvelles installations contre la foudre, l'étude technique foudre sera mise à jour. Ce point pourra être vérifié au cours d'une prochaine inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Étude technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.
Constats : Une étude technique foudre a été réalisée par l'APAVE en 2011 (rapport du 26/12/2011). Cette étude indique que 16 équipements de protection contre la foudre doivent être surveillés. Il est à noter que ces équipements ont été installés à la construction du site en 2001.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Notice de vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.
Constats : Une notice de vérification et de maintenance a été réalisée concomitamment à l'étude technique foudre en 2011.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Installation des dispositifs de protection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en oeuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.
Constats : L'inspection complète réalisée en 2022 a indiqué la nécessité de remettre en place le parafoudre sur le coffret électrique alimentant la centrale électrique. L'exploitant pour cet écart a apporté la justification auprès de l'inspection qu'une demande de devis pour l'installation de ce parafoudre a été faite. La commande est passée et les travaux seront réalisés dès que possible.
Observations : Demande n°2 L'exploitant justifiera auprès de l'inspection que le parafoudre a bien été installé dès sa réalisation (transmission d'un justificatif). Ce point pourra faire également l'objet d'un contrôle au cours d'une prochaine inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2021, article 8.3.3.1 - AP du 11/10/2021
Thème(s) : Risques accidentels, Risques installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques du site sont inspectées annuellement suivant les deux référentiels APSAD Q18 (sécurité incendie des installations électriques) et Q19 (thermographie des installations électriques).</p> <p>Chaque non conformité électrique (Q18) est cotée en gravité et bénéficie d'un suivi individualisé sur une base de données permettant d'associer à chaque non conformité un ordre de travail pour les équipes de maintenance.</p> <p>Le jour de l'inspection, 58 ordres de travail concernant des défauts électriques (Q18/Q19) étaient en cours. Le service en charge de la maintenance priorise les travaux en fonction de la cotation en gravité. Les travaux prioritaires sont réalisés dans un délai court (et quasi sans délai pour les non-conformités Q19)</p> <p>En parallèle de ce suivi, Michelin a mis en place des audits internes pour contrôler ces mises en conformité et le suivi réalisé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet